



HAL
open science

Stratégies et pratiques du mouvement nationaliste-révolutionnaire français : départs, desseins et destin d'Unité Radicale (1989-2002)

Nicolas Lebourg

► **To cite this version:**

Nicolas Lebourg. Stratégies et pratiques du mouvement nationaliste-révolutionnaire français : départs, desseins et destin d'Unité Radicale (1989-2002). Le Banquet, Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique, 2004, 19-20, pp.381-400. halshs-00481862

HAL Id: halshs-00481862

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00481862>

Submitted on 7 May 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Stratégies et pratiques du mouvement nationaliste-révolutionnaire français : départs, desseins et destin d'Unité Radicale (1989-2002)

Nicolas Lebourg¹

Le 14 juillet 2002, la tentative d'assassinat perpétrée par M. Brunerie à l'encontre du président de la République devait, tout à la fois, apporter au mouvement Unité Radicale sa reconnaissance médiatique et sa dissolution décrétée par l'État. L'objet central d'UR était la résolution du problème posé par Dominique Venner dans *Pour une Critique positive* (1962) : comment organiser la tendance révolutionnaire de l'extrême droite (les nationalistes) et la faire participer au *leadership* idéologique et partisan de ce champ, et ce malgré une évidente faiblesse numérique ? De sa naissance à sa mort, UR a ainsi constitué un objet historique synthétisant les dilemmes et évolutions de l'extrême droite radicale.

De la périphérie à la fraction

Secrétaire général de Troisième Voie², Christian Bouchet affirme en 1989 aux adhérents que deux voies s'offrent à eux : soit « se situer comme une aile/marge N-R du FN » y recrutant, soit « s'affirmer comme un mouvement alternatif » soutenant « toutes les contestations (régionales, écologiques, sociales, populaires, etc.) » et pour cela il faut « rompre avec l'extrême droite groupusculaire et réactionnaire. [Quoique] un travail sur les marges du FN – considéré comme un mouvement de contestation populaire de masse – peut être mené »³.

TV connaît une scission, menée par M. Bouchet, qui aboutit à la fondation de Nouvelle Résistance (1991)⁴. Celle-ci veut regrouper abstentionnistes, écologistes, extrêmes gauches, extrêmes droites, régionalistes, etc., afin de mettre en place le « Parti du Peuple » qui capitaliserait ces effectifs. Le mouvement affirme que le FN ne serait qu'un moyen du « Système » de détourner la protestation, il serait anti-social, clérical, philosioniste et pro-américain, tandis que TV maintenue autour de M. Malliarakis est disqualifiée en tant que « petite clique de réactionnaires liquidateurs »⁵. La scission est, en effet, officiellement motivée par la trahison idéologique à l'encontre du nationalisme-révolutionnaire imputée à M. Malliarakis, de par ses contacts avec les milieux droitiers (FN et CDCA). C'est, en fait, ce

rapprochement du leader de TV qui empêche son opposition interne de négocier sa propre adhésion en bloc au FN et l'oblige à adopter cette position⁶.

Devant ces difficultés, NRE décide à son second congrès de réorienter ses efforts vers la débauche des électors de Lutte Ouvrière, du PCF et du FN, en axant sa propagande sur les thèmes estimés les traverser : défense des « petits », caractère anti-démocratique du régime, rejet de l'immigration⁷.

L'ambiguïté stratégique prévaut d'autant plus que, pendant ce temps, son équipe dirigeante participe au journal *Nationalisme et République*. Créé en 1991, celui-ci regroupe toutes les familles nationalistes et prône l'organisation d'une tendance dure au sein et à côté du FN. Cet anti-lepénisme n'est pas un positionnement rédactionnel, mais le but même du journal, tel que défini par le courrier prévalant à sa fondation et adressé à divers cadres nationalistes⁸. Alors qu'idéologiquement, le titre se situe souvent en un cadre fort différent de celui de NRE, les adhérents de celle-ci sont prévenus que le journal doit « être considéré comme notre périodique et soutenu en conséquence »⁹. Dès l'origine, un double travail est donc mené, à la fois hors du FN et œuvrant sur sa marge. NRE envisage ainsi de créer un secteur périphérique qui ressemble beaucoup à ce que sera UR : sous le signe de la croix celtique, paraissant indépendant, et dont le but est de s'assurer une position « hégémonique en province », menant les meilleurs éléments à la structure-mère¹⁰.

Aussi croît une tension entre les ailes « fascistes » et « progressistes » du mouvement qui ne cesse de perdre ses militants ; quant à ceux qui le rejoignent, ils sont à 75 % des néo-fascistes¹¹. La crise perpétuelle mène le secrétaire général à annoncer peu après sa lassitude, et sa décision de mener les affaires courantes jusqu'au congrès du 30 novembre où prend effet sa démission¹². C'est là le nœud qui mène à UR. En effet, des militants décident de ne pas attendre : ils déposent légalement le nom du mouvement et de tous ses principaux appendices et excluent la direction pour dérive fasciste et « collaboration avec la réaction lepéniste »¹³. Ils proclament la fusion de l'organisation avec le Parti Communautaire National-européen¹⁴.

Le congrès de NRE-maintenue se déroule toutefois et, devant l'adversité, l'union du « canal historique » se reforme : la motion proposée par M. Bouchet, revenu sur sa démission et annonçant qu'il remet son mandat en jeu sur la question de l'adoption de son texte, est avalisée. L'organisation considère que la ligne d'union de la périphérie contre le centre est un échec, que les marques de gauche sont à abandonner au profit d'un repositionnement fasciste et d'une collaboration active avec le FN passant par l'encartage dans ses rangs. Est décidée la constitution, aux marges du FN, d'un pôle NR en appelant à l'unité de tous les nationalistes – car si la démarche est considérée n'avoir aucune chance d'aboutir, il faut « faire croire en l'idée d'une unité en marche ». La ligne idéologique est synthétisée en ces termes : « En résumé “Moins de gauchisme, plus de fascisme !” »¹⁵. Il s'agit bien d'essayer l'autre voie stratégique considérée dès le document cité de 1989.

L'unité des formations nationalistes

Officiellement, NRE reconnaît dorénavant la possibilité de double appartenance avec le FN : les NR évolueraient donc vers le FN car le FN aurait idéologiquement avancé vers eux par sa mue anti-américaine et anti-cosmopolite. À l'été 1997, est annoncée la dissolution de NRE. Sont définis

« deux créneaux : le radicalisme idéologique et le combat culturel ». La stratégie s'organise en une triple perspective : « *Radicale* : [...] Notre ligne est dure, fasciste, révolutionnaire. *Unitaire* : [regroupant tous ceux qui] au sein du mouvement national [se disent] NR, NB, RC, radicaux, populiste, gaucho-lepéniste, gauche nationaliste, etc. *Transversale* : [est conservé la ligne de] l'union de la périphérie contre le centre » en y intégrant cette fois le FN¹⁶. L'organe change de nom et devient *Résistance !*, ses diffuseurs étant rassemblés au sein de l'Union des Cercle Résistance (UCR).

UR naît ainsi en 1998 en proclamant triomphalement qu'elle réalise l'unité des nationalistes, constituant la plate-forme commune de l'UCR, de *Jeune Résistance* et du GUD¹⁷.

En février 1997, NRE barre toute la couverture de son journal d'un titre mobilisateur : « Une seule exigence : L'Unité des Nationalistes-Révolutionnaires ». *Jeune Résistance* lance dans son édition d'avril un manifeste dit « l'Appel des 31 ». Le texte est présenté comme émanant de « membres de diverses organisations, cercles et journaux » qui, devant l'inexistence politique du mouvement NR, proposent « la création de Comités de base pour l'unité nationaliste [devant] faire pression sur les actuels dirigeants pour qu'une dynamique unitaire se mette en place ». À la suite de cette campagne basiste, fin 1997 sont pris des contacts avec les directions de l'ensemble de la galaxie nationaliste : GUD, Œuvre Française, PNF et PNFE¹⁸. La stratégie s'inspire également du modèle trotskiste. Lors de la publication de *Cet Etrange monsieur Blondel* de Christophe Bourseiller, UR indique à ses cadres qu'il devait « absolument être lu et médité par nos adhérents. Cet ouvrage relate l'histoire et l'action des trotskistes lambertistes. [...] Le Collectif de coordination a la ferme intention de s'inspirer de ce travail. Donc il faut s'en imprégner et commencer à réfléchir [...] à l'usage des "blazes", à l'action "en fraction", aux stratégies à plusieurs détenteurs... »¹⁹.

Structurellement, seul le GUD répond positivement à l'appel unitaire. Né en 1968 de la dissolution du mouvement Occident, officiellement auto-dissout en 1981, il entretient une longue histoire avec l'idée même d'unité nationaliste. À l'origine de la fondation d'Ordre Nouveau (1970), il mène parfois des listes communes avec d'autres formations aux élections universitaires. En 1985, il participe à la fondation de TV. Est alors clamé que « L'Unité nationaliste-Révolutionnaire est faite » et que « tous ceux qui se tiendront à l'écart devront être tenus pour médiocres, sectaires et aigris »²⁰. Devant le caractère foncièrement provocateur du GUD, afin et de le canaliser et de pouvoir s'en désolidariser, il est entendu que celui-ci et la section lycéenne « sont des appellations strictement contrôlées par le Mouvement », mais qu'ils enregistrent leurs propres adhésions²¹. Le GUD finit par rompre avec cette direction (1988) et attaque physiquement un de ses meetings (1989). Il se rapproche du FN et participe, à partir de 1993, avec le FNJ et divers groupuscules, au syndicat nationaliste étudiant frontiste. D'un néo-fascisme a-dogmatique il évolue vers des positions NR : antiaméricanisme, adoption de l'utopie d'une Europe fédérée des régions mono-ethniques, et assimilation de son combat à celui du peuple palestinien autour du slogan « À Paris comme à Gaza Intifada ! » (1995). Samuel Maréchal, ex-TV, gendre de M. Le Pen et responsable du FNJ, tente de s'appuyer sur le GUD pour contrer M. Mégret, mais le GUD rejoint celui-ci et forme son service d'ordre (1997) afin de le protéger du service d'ordre du parti, le Département Protection Sécurité²².

Le GUD accepte la jonction à la suite des contacts pris par M. Robert. Ceci a surtout valeur symbolique : c'est alors un groupe quasi fantôme, mais dont le nom représente une « légende ». Par quelques violences, il refait parler de lui dans les media, reprenant sa classique tactique de provocations publicitaires²³. Dans le même esprit, *Jeune Résistance* devient un temps son organe et il y use d'un slogan typique : « La barre de fer comme moyen d'expression ». À la suite de la partition du FN (décembre 1998-janvier 1999), il refuse de faire preuve du même enthousiasme mégrétiste que la direction d'UR et lance un nouvel organe qui lui est propre, *Jusqu'à nouvel ordre*. UR met en place une séparation fonctionnelle, usant du sigle GUD pour les actions violentes et de celui d'UDEN (Union des étudiants nationalistes) pour ses sections estudiantines officielles ; derrière cette stratégie peut s'être dissimulée une volonté d'encadrer le GUD-Paris au sein d'un mouvement comptant des sections provinciales moins animées de pulsions autonomistes. Lors du conseil national d'UR du 18 décembre 2001, la tension est manifeste, puisqu'il est précisé que l'appellation GUD appartient à UR et que les velléités d'indépendance de sections du GUD seront sanctionnées par leur dissolution²⁴. *In fine*, le GUD reprend sa liberté, est las du mégrétisme d'UR, « en a ras-le-keffieh des sionisteries des uns et surtout des autres, et décrète que ça a assez duré »²⁵.

Les cas du PNFE est lié à la tortueuse histoire des relations entre NR et néo-nazis. Au sein des Groupes Nationalistes-Révolutionnaires fondés par François Duprat en 1976 s'était réalisée la jonction entre les deux tendances. Après l'assassinat de leur leader, le dix-huit mars 1978, les GNR implorent et les néo-nazis de la Fédération d'Action Nationaliste et Européenne (1966) qui s'y étaient intégrés revendiquent l'héritage du mouvement, proclamant la fusion entre la FANE et les GNR. Quant aux NR, ils se joignent à des rescapés du solidarisme pour fonder le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire.

Les deux mouvements connaissent un cycle de violence, le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire voulant interdire à la FANE de se revendiquer du nationalisme-révolutionnaire, et exigeant que tout néo-nazi quitte ses propres rangs afin de ne pas nuire à son développement²⁶. La méthode paye et la FANE se positionne dès lors en un néo-nazisme ostentatoire. Devant la déliquescence de cette structure, nombre de ses membres décident de rejoindre TV. Celle-ci les accepte à la base, tout en adressant à ses cadres une « mise en garde » spécifiant qu'il s'agit d'être « extrêmement vigilant vis-à-vis de ses nouveaux venus »²⁷. L'expérience est délicate et, quelques mois plus tard, il est cette fois précisé aux responsables qu'il ne faut pas admettre « dans nos rangs d'éléments provocateurs néo-nazis et/ou skins. Le port d'uniformes, de brassards, de chemises noires ou brunes est une cause d'exclusion »²⁸.

Mais à son troisième congrès, NRE décide de mettre fin « à toute critique écrite vis-à-vis des autres composantes du mouvement national (des cathos aux nazis en passant par les nationaux-libéraux) »²⁹. L'Appel des 31 obtient ainsi le ralliement des responsables francilien et perpignanais du PNFE. Le décès de l'organisation (1999) provoque un transfert de ses ex-militants vers UR. Les néo-nazis rejoignent un mouvement qui leur est ostensiblement ouvert et qui réclame la grâce de Michel Lajoie, condamné pour avoir commis un attentat raciste et qui a pris en prison la carte du PNFE avant de devenir l'un des rédacteurs du site d'UR.

Maison-mère du PNFE, l'équipe du PNF avait jadis participé au sein du FN à l'union des nationalistes autour de Duprat. Elle avait également, avec l'OF et le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire, participé à la fondation d'un mort-né Regroupement Nationaliste (1982) et est, depuis la moitié des années quatre-vingt dix, très étroitement liée à l'OF. Si elle décline l'offre initiale, le développement d'UR la mène à s'en rapprocher. Après avoir marqué sa sympathie pour le GUD, le PNF manifeste avec UR le 1er mai 2001, adresse un message au solstice de Montségur d'UR et invite M. Marsan, en qualité de représentant d'UR, à son banquet nationaliste³⁰. Mandaté pour proposer l'unité nationaliste au PNF, faisant de son local parisien et de *Militant* des biens communs, M. Marsan préfère le rejoindre et dénonce cette stratégie d'UR visant à l'hégémonie derrière l'appel à l'union³¹.

L'OF est la seule structure à n'avoir entretenu aucun contact probant avec UR, mais elle lui a fourni des membres dès l'origine.

Ainsi, si UR n'a pas réalisé la grande union qu'elle a prétendue, ne regroupant que les structures déjà jointes et divisant artificiellement NRE en UCR et Jeune Résistance pour mieux faire croire en l'unité en marche, elle a toutefois su, par la suite, occuper la totalité du terrain militant nationaliste. Cette tactique avait déjà fait ses preuves dans l'histoire du nationalisme français, puisqu'elle avait été utilisée pour la formation d'ON, pseudo-rassemblement de tous les nationalistes³².

Des groupes nationalistes-révolutionnaires de base

La stratégie d'UR suivit amplement celle mise en place par François Duprat, lui même inspiré par les NR allemands. En créant ses GNR, de simples groupes coordonnés à la lisière du FN, il exposait : « Nous devons savoir faire cohabiter une organisation de combat et une organisation de formation et d'encadrement. Sans les SA, jamais le NSDAP n'aurait pu prendre le pouvoir, mais sans la *Politische Organisation* » les SA n'auraient eu aucun avenir³³. Il imposa à cette époque le qualificatif de NR, afin de donner une commune étiquette aux divers courants, désignant leurs communs ennemi (le complot juif au pouvoir) et adversaires (les gauchistes). Les GNR lui permirent tout à la fois d'effectuer un travail de propagande inaccessible au FN et d'attaquer le rival PFN au nom de la pureté révolutionnaire, tout en appelant ses militants à œuvrer de concert à la base. Autour du terme « radicaux », en lieu et place de celui de NR, c'est la même stratégie qui s'impose : tenter de réaliser l'hégémonie sur la mouvance nationaliste afin de peser sur le parti électoraliste et d'y ramener les militants de la première.

La première difficulté est de « vendre » les décombres de NRE au FN et ce dernier aux NR, après leur avoir exposé durant des années que ce parti représentait le comble de l'incurie politique. Le premier numéro de *Résistance !* est un acte de si intense lepenophilie que lorsque UR choisit de suivre M. Mégret, ce numéro n'est pas mis en ligne sur le site web du mouvement³⁴.

Les militants sont invités à se rendre à la manifestation FN du premier mai 1998, le contact avec le GUD devant permettre d'y diffuser un tract co-signé par celui-ci, *Jeune Résistance*, et *Résistance !* Là aussi, c'est la définition de l'ennemi principal qui permet l'union des marges, le tract conspuant « L'ennemi, qu'on l'appelle ZOG, Big Brother, le Système ou le Mondialisme ». Il affirme la complémentarité des NR par rapport au FN : « Son combat électoral, juste et

nécessaire, exige un certain recul, voire un silence de bon aloi, sur certains sujets historiques, anthropologiques ou, tout simplement, politiques. Cette réserve de discours n'est pas critiquable. À l'heure de la Grande Inquisition, tout ne peut pas être dit, à commencer par les vérités, tout ne peut pas être fait, et notamment ce qui permettrait d'en finir ». Sur ces thèmes ainsi que sur celui de la violence physique à l'encontre de la mouvance antifasciste et « pour créer un pôle radical au sein du mouvement national », les signataires appellent à les rejoindre³⁵. En juin 1998, UR est officiellement créée, et M. Robert proclame dans *Jeune Résistance* « qu'une phase historique de l'histoire du nationalisme révolutionnaire vient de se terminer. [...] Nous voulions l'unité, nous avons eu l'hégémonie ».

Si, dès l'origine, telle devait bien sûr être la conclusion, les cadres de l'UCR furent les premiers à s'étonner que leur appel fût effectivement entendu par la base dès son lancement³⁶. Les cartes d'adhérents à UR portent les noms des « trois mouvements » fondateurs, le membre choisissant auquel il se rattache : il s'agit donc d'une division symbolique qui offre, entre autres, le contrôle et la jouissance de l'étiquette GUD. Celle-ci marque la propagande : alors qu'à l'origine les autocollants portent la croix celtique et/ou l'aigle national-bolchevique, ce dernier disparaît, car jugé « trop ésotérique », au profit de la seule première³⁷.

En ce qui concerne son fonctionnement interne, UR voulait réaliser une « communauté militante » et se revendiquait du « centralisme démocratique ». Le Conseil national est composé par les Groupes de Base présents à sa réunion annuelle, jouissant chacun d'une voix par tranche de trois militants encartés. Tout adhérent peut y présenter une proposition mais les votes relèvent d'un double quorum : 33 % des GB + 50 % du Comité exécutif. Ce dernier est élu à chaque CN et chacun de ses membres est responsable d'un secteur d'activité : c'est une collégialité d'exécution et non de direction.

Le résultat quantitatif doit se mesurer avec plusieurs facteurs. Le mouvement NR le plus dense fut TV, avec environ 250 encartés. En 1996, restaient moins de 50 militants NRE. UR se donne un objectif ambitieux : atteindre les 400 adhérents. Elle parvint, non à atteindre cet objectif, mais à plus que tripler sa base initiale (entre autres par un patient travail de réunions locales, animées par ses responsables nationaux). Toutefois, il ne s'agit pas d'un échec. Dès l'origine, le mouvement a connu un fort écart entre sa puissance militante et son halo de sympathisants, qu'elle situait fin 1999 dans une fourchette de quatre à cinq mille personnes³⁸.

En somme : a) l'organisation n'a pas eu le nombre fantasque d'adhérents annoncé dans l'après 14 juillet 2002, moment où circula le chiffre de deux mille membres ; b) elle a su occuper la quasi-totalité de l'espace nationaliste ; c) sa difficulté à faire s'encarter les sympathisants est à prendre en compte en son évolution : UR va offrir un discours idéologique *a minima* dans l'espoir d'accroître les adhésions.

Le procédé unitaire est réutilisé consécutivement à la partition du FN. Début 1999, les jeunes mégrétistes lancent un Front de la Jeunesse. UR considère à son propos : « Nous ne pouvons pas nous opposer à ce Front ou le snober sans courir le risque d'être à court terme marginalisés. Par contre nous pouvons utiliser ce Front pour recruter et influencer »³⁹. L'organisation expose qu'il s'agit d'unir à la base la jeunesse lepéniste et mégrétiste. L'opération est, certes,

intéressante pour les mégretistes qui espèrent ainsi « déborder les lepénistes à la base [et] étouffer les extrémistes en les embrassant »⁴⁰.

Une seconde opération est tentée : le lancement en septembre 2000 d'une CoordiNation dite réunifier à la base le mouvement nationaliste en travaillant localement à des pactes de non-agression, à l'édification de listes communes, à une action propagandiste unitaire. Pour UR, cette structure « doit démultiplier notre influence et nous donner une caution de sérieux. Attention donc, il faut agir sous le nom de CoordiNation pour tout ce qui est politique interne aux forces nationales et Unité radicale, Jeune Résistance et GUD pour ce qui est activisme et agit-prop »⁴¹. Le procédé eût pu permettre à des membres d'UR d'obtenir des places sur des listes uniques FN-MNR. Il pouvait, surtout, favoriser une déstabilisation du FN au profit du MNR, et c'est bien cette perspective, par trop visible, qui a scellé son échec.

La stratégie du réseau de groupes de base s'est donc avérée « pertinente » mais non reproductible ensuite, car la scission du FN transforme l'extrême droite en champ de bataille et car le succès lui-même d'UR entraîne une pénurie de formations où débaucher des militants aptes à l'encadrement pour donner l'image d'une action qui ne soit pas une manœuvre à prétention hégémonique.

Un « pôle de radicalité »

La volonté de créer un « pôle de radicalité » aux marges du FN va avec l'affirmation de la neutralité d'UR dans la lutte fratricide, et la stratégie « italienne » d'alliance avec les droites que prônent les mégretistes est condamnée comme une déviation de la cause nationaliste⁴². Cette condamnation est destinée à attirer les éléments ultra et, une fois le camp mégretiste rejoint, cette stratégie est louée comme le seul moyen réaliste d'accéder au pouvoir. Dès l'origine, la direction d'UR précisait : « Nous n'avons pas d'ennemi au sein du mouvement national et nous ne critiquons en aucune occasion son aile dure et son courant mégretiste »⁴³.

UR a proposé ses services aux lepénistes, mais de par la désorganisation générale du parti à cette date, n'a pu obtenir de réponse satisfaisante ; elle a donc lancé tout son poids dans l'aventure mégretiste. Le bulletin de liaison spécifie lors de la partition : « 1- Nous ne devons pas compromettre l'équipe Mégret en la soutenant officiellement. 2- Nous conseillons à nos membres adhérents au FN de signer l'appel au congrès et si possible de participer à celui-ci. 3- [Si la crise aboutit à un schisme :] il serait impératif que nos membres rejoignent la nouvelle structure et y occupent des responsabilités locales ». Les problèmes posés par un positionnement par trop mégretiste ne sont pas sous-estimés : ce n'est pas « notre pensée réelle », la lutte de concurrence est âpre avec les réseaux de la jeunesse mégretiste, et « ce soutien serait sans doute plus nuisible que profitable à Mégret ». L'action vis-à-vis du FN persévère et, lorsque le FNJ tient congrès peu après la partition, les militants d'UR qui y sont encartés reçoivent un texte leur exposant la ligne à défendre, et sont convoqués pour une réunion présidée par M. Robert⁴⁴.

Si le discours présente les pratiques comme transversales, il s'agit bien d'un travail de fraction, d'une part, au sein du FN au profit du MNR, d'autre part, au sein du MNR au profit d'UR.

Les relations entre les deux formations sont accrues dans la foulée d'une

rencontre entre leurs directions, début mai 2000. Il est décidé que « la clause d'exclusion pour appartenance à une autre structure politique prévue dans les statuts du MNR n'est pas applicable à ceux adhérant simultanément à » UR et au MNR, et que les militants d'UR « figureront à des places éligibles » sur les listes aux élections municipales⁴⁵. Dans la perspective des élections présidentielles, le choix paraît d'autant plus justifié que circule également chez les mégrétistes la rumeur selon laquelle l'entourage du président de la République empêchera M. Le Pen d'obtenir les cinq cents parrainages nécessaires à sa candidature.

Quand, en février 2002, le MNR organise son congrès à Nice, l'union des deux formations est patente. La préparation de l'événement doit beaucoup à Fabrice Robert, responsable niçois du MNR ; Philippe Vardon, responsable de l'UDEN et membre du CE d'UR, est interviewé par France 2 en tant que responsable jeunes du MNR, Guillaume Luyt fait une intervention à la tribune et un stand d'UR est installé.

Avant le congrès, au siège du MNR, MM. Mégrét et Bouchet se rencontrent. UR veut démontrer qu'elle a eu un rôle significatif : « Celui d'un réservoir militant pour les municipales et les activités militantes. [Elle] a été un sas permettant à des militants du FN en désaccord avec leur direction de se rapprocher du MNR en deux temps. [UR] a fixé la mouvance radicale en réduisant la base des forces centripètes et en limitant les dissidences. Nous occupons un espace large ce qui ne permet pas de développer d'autres groupes. De plus, en fixant la frange la plus radicale du mouvement national, UR empêche au maximum les provocations toujours possibles. [Avec UR, le] MNR s'assure de cadres jeunes et de militants dont le soutien actif n'est pas à négliger pour l'action de terrain. Dans le même temps ceux-ci ne sont pas officiellement au MNR ce qui lui permet éventuellement de se dédouaner et de ne pas compromettre ses relations avec des courants plus modérés. [Cette] alliance n'est crédible que si elle est concrétisée d'une manière forte [...] c'est-à-dire par l'entrée d'un ou deux dirigeants connus d'UR à l'équivalent du BP du MNR (avec un objectif fonctionnel s'occuper du travail en direction des milieux populaires) »⁴⁶.

Selon UR, M. Mégrét, lors de cette réunion, « a remercié notre organisation pour son action et validé notre stratégie »⁴⁷. M. Mégrét paraît accepter partiellement l'offre : MM. Bouchet et Robert sont élus au Conseil national du MNR lors du congrès. Ils en sont exclus après l'attentat du 14 juillet, où, feignant la surprise, M. Mégrét argue que les statuts de son parti interdisent la double affiliation.

Précédemment, le 21 avril a vu la situation se transmuter. Le matin est diffusé un communiqué qui annonce que M. Bouchet abandonne la direction d'UR à ses porte-parole, MM. Luyt et Robert⁴⁸. En fait, il est poussé vers la sortie par ces derniers et le choix de la date sert à évacuer l'information. Dès le lendemain, UR prend langue avec la direction du FN pour négocier sa participation à la manifestation du premier mai et affiche les négociations sur son site web.

S'il en était besoin, cet épisode témoigne de la volonté d'UR de toujours trouver son avantage dans ses relations avec l'extrême droite parlementaire, n'hésitant pas à changer de champion en une journée. Les contacts acceptés par M. Gollnisch, lui-même antérieurement attaqué par UR pour avoir épousé une femme qui n'est pas de « race blanche », souligne que le parti lepénien peut

être plus magnanime qu'on ne le croit, et qu'UR peut espérer pouvoir se repositionner. Le climat entre responsables frontistes et membres d'UR fut toutefois moins cordial que ce qu'ont affirmé ceux-ci. En affichant sur Internet ces contacts, en défilant bruyamment, UR semble avoir cherché à forcer la main au FN, suivant le principe qu'elle avait jadis défini : « Rien ne nous oblige à faire de la publicité pour qui ne nous en fait pas, à moins que ce soit dans le but de le mouiller à nos côtés »⁴⁹.

En fait, UR a rapidement décidé ce qu'elle devait annoncer haut et fort à la suite de sa dissolution : procéder à la formation d'un véritable parti nationaliste et, pour cela, proclamer la nécessité d'une « réforme profonde de nos mentalités, trop souvent portées à la nostalgie ou au folklore »⁵⁰.

Concurrences et congruences

Les alliances sont ainsi placées sous le critère de l'efficacité. Souhaitant occuper tout l'espace radical, UR est affrontée à la nébuleuse *völkisch* qui pèse d'un poids certain sur la marge et au sein du FN. Pierre Vial en est la figure centrale, ayant su fédérer les jeunes ultra du parti, avant d'être limogé du FN en décembre 1998. Son association, Terre et Peuple, partage avec UR l'utopie de l'édification d'une Europe fédérée des régions mono-ethniques. Alors que NRE nommait cette construction « l'Eurasie », UR et TP reprennent le mot de Guillaume Faye, « l'Eurosibérie », afin de spécifier que cet empire ne saurait être multiracial. Malgré les divergences (TP est néo-païen et islamophobe, UR se veut laïque et philo-islamiste, etc.) les publics visés se recourent. Avant même le lancement d'UR, une rencontre s'opère entre TP et l'ex-NRE. UR cherche à attirer à elle la mouvance, demande à Guillaume Faye de rédiger son propre manifeste (ce qui ne se fit pas) et veut « s'afficher avec des personnalités telles que Vial, Faye [...] en essayant de les faire collaborer à *Résistance !* »⁵¹.

UR tente un entrisme à TP afin d'y intégrer des militants aux postes de responsabilités⁵². Si, pour sa propagande, TP est une sorte de club scout pseudo-intellectualiste, en même temps UR ne cesse de lui tendre la main : en 2000, M. Faye tient meeting en son nom, M. Vial est l'orateur d'une réunion commune aux deux formations, UR se joint au solstice organisé par TP à Montségur (quoique « fêter le solstice en un tel lieu ne peut être que très mytho » 464⁵³). TP est le « meilleur ennemi » d'UR.

Mais le problème va survenir là où nul ne l'attendait : sur le terrain idéologique, dans les conséquences de la Seconde Intifada et du 11 septembre. L'un des membres de la mouvance *völkisch*, Alexandre del Valle, mène une politique de séduction dirigée vers les milieux pro-Israéliens. Ses thèses reposent sur l'idée que l'Islam est manipulé par les États-Unis afin d'empêcher la naissance de l'Eurosibérie. Celle-ci devrait donc se réaliser puis assurer, devant le monde musulman, son entente cordiale avec les États-Unis. Si leur prime réception fut positive au sein d'UR, le différend est publiquement affiché par l'éditorial du site web, à la suite d'une conférence de M. del Valle pour TP où il eût encensé le Likoud et prôné l'alliance entre nationalistes et sionistes. UR ne va cesser de pourfendre ses thèses, arguant qu'elles ramènent les extrêmes droites à leur philosionisme pré-Duprat et qu'elles tendent à déplacer la question de l'immigration du fait racial au religieux⁵⁴.

Les thèses arabophobes sont d'autant moins rejetées initialement qu'elles

parviennent à UR par le biais de M. Faye. L'idéologue publie en 2000 un ouvrage sur la *Colonisation de l'Europe* par l'immigration islamique et la nécessité de l'édification de la « Reconquête ». Prédissant la guerre ethnique (vieux thème de Pierre Vial), il affirme que le pro-islamisme par anti-américanisme n'est plus d'actualité. L'accueil est favorable : UR reprend le vocable du livre (« ethnomasochisme » et « fracture ethnique »), M. Faye est longuement interviewé dans *Jeune Résistance* pour expliquer l'évolution de son analyse du philo-islamisme à l'Islam comme ennemi principal, et Fraction, le groupe de rock de Fabrice Robert (très populaire chez les jeunes nationalistes), publie un album *Reconquista* et un titre *Islam hors d'Europe*. Si le groupe précise qu'en sa pensée l'immigration est d'abord un effet du capitalisme, qu'il est un « esclavage mondial » et ensuite seulement une « colonisation », l'influence se révèle toutefois sans ambages⁵⁵.

D'où l'apparition, semble-t-il, d'une tension au sein d'UR entre la tendance dirigeante, pour laquelle les ennemis principaux sont les États-Unis et le mondialisme, et une partie de la masse militante qui se convertit aux « nouvelles » thèses.

Lors du CN d'UR de décembre 2002, cette tension se relève clairement dans les motions adoptées, soulignée par les jeux de langage : « L'ennemi prioritaire des peuples européens est le système occidental », défini comme la mondialisation néo-libérale dont « la coalition américano-sioniste [est la] véritable incarnation » ; les Arabes sont dits être des immigrés comme les autres, devant tous être rapatriés avec leurs descendants naturalisés, les islamistes pouvant être « *dans certains pays et dans certaines conditions* » des alliés « contre l'impérialisme américano-sioniste »⁵⁶.

Il importe de préciser que, tout au long du texte, ce n'est plus l'auto-définition de NR que se donne UR, mais celle « de nationaliste et identitaire », témoignant de l'évolution idéologique *via* la taxinomie⁵⁷. *In fine*, UR évolue en mai 2002 à une ligne « ni keffieh, ni kippa », estimant que l'antisémitisme radical est trop complexe pour une base militante obnubilée par l'Islam et l'immigration nord-africaine.

Propagandes et idéologie(s)

C'est la question de l'idéologie et de la stratégie du nationalisme en France ces dernières années qui est révélée par la problématique « identitaire » dans le discours d'UR. Celle-ci a conservé la langue (inspirée de la révolution conservatrice allemande) et les concepts NR, mais en une perspective ethniciste : le « Système » organise la « colonisation » de l'Europe : il faut mettre en place la « résistance » contre les « Kollabos » pour assurer « l'Europe aux Européens » ; cette dernière formule ne se réfère plus à la doctrine Monroe, comme antérieurement, mais au paradigme indo-européen, au substrat racial.

UR profite ici du repositionnement du FN qui, pour se démarquer du MNR, affirme alors la possibilité d'une France pluriethnique et met en avant un nouveau cadre, Farid Smahi, d'origine maghrébine. UR affirme qu'il s'agit d'une trahison et abandonne toute référence positive à la question de la Nation au profit de son total démantèlement en régions mono-ethniques fédérées dans l'Eurosibérie. Il s'agit de contourner la problématique universaliste républicaine en affirmant que si, certes, tout un chacun peut devenir français, la qualité

régionaliste repose sur une origine ethno-culturelle qui interdit toute assimilation⁵⁸. L'utopie géopolitique devient ainsi une arme rhétorique dirigée vers les milieux militants pour leur démontrer le « cosmopolitisme » frontiste.

Le caractère tactique de ce virage est d'autant plus attesté qu'avant les attaques très violentes contre M. Smahi, *i.e.* avant la partition du FN, UR publia un long entretien avec lui⁵⁹. La nomination de M. Smahi au bureau politique du FN a servi de prétexte en de multiples occasions. M. Luyt, responsable du FNJ, ayant vilipendé le schisme mégrétiste et ayant été brocardé par UR⁶⁰, souhaitait être nommé au BP frontiste : reproche fut donc fait au FN de préférer un « beur » à un « Français de souche ». Exclu de la direction du FN, M. Luyt affirme ensuite avoir démissionné pour protester contre ce geste. C'eût été le déclencheur pratique d'une évolution idéologique, entamée par la lecture de *La Colonisation de l'Europe*, qui, selon lui, l'eût mené à intégrer UR en 2001⁶¹.

Cet épisode est révélateur du mode de fonctionnement de l'organisation : une souplesse tactique extrême, légitimée par l'affectation d'une rigidité doctrinale en ce qui concerne l'immigration. Pour la direction d'UR existe en effet une bible stratégique : le livre de Nonna Mayer, *Ces Français qui votent FN*⁶². Cette analyse permet à UR de « définir une cible prioritaire : la jeunesse populaire xénophobe ». Même lorsque les militants tractent, il leur faut le faire « en conformité avec notre cible : choisir de préférence les zones d'HLM et les lycées techniques et professionnels ». Y consacrant son énergie propagandiste, UR considère trois ans plus tard avoir acquis « une certaine influence parmi la jeunesse prolétaire blanche »⁶³.

Cependant, le souhait de capitaliser la montée des sentiments racistes au sein de jeunes au faible capital culturel représente un coût idéologique⁶⁴.

En 1997, il n'était certes question que de droitiser le discours antérieur. Mais les cartes sont vite brouillées, car si le choix du titre de l'organe et de son logo est une référence au *Widerstand* (*Résistance*) de Niekisch, c'est bien plus l'influence du *Resistance* américain, fondé en 1994, qui se fit sentir. Organe de la maison de disques *Resistance records*, tous deux formés par le groupe musical RAHOWA (pour « *Racial Holy War* »), ce titre néo-nazi est à l'origine de l'essor de l'acronyme ZOG, entité devant laquelle il appelle au passage au terrorisme. Lié à *Combat 18* (18 pour AH, *i.e.* « Adolf Hitler »), une « internationale » skinhead, il a renouvelé l'approche du rapport musique-politique en arguant que la première devait amener des personnes *a priori* non racistes à s'engager politiquement auprès de la mouvance nationaliste⁶⁵.

Les références au néo-nazisme américain sont courantes sur le forum d'UR, signe d'une forte présence néo-nazie dans un mouvement qui ne l'est certes pas et qui est mené initialement par des NR⁶⁶. La direction doit donc s'adapter à sa cible militante. RAHOWA est interviewé et très favorablement présenté⁶⁷. Les tee-shirts qui sont vendus pour financer UR portent des textes tels que « Oi White Power », « White Aryan Resistance » (nom d'un groupe américain), etc.⁶⁸

La dureté des sentiments racistes provoque une profonde évolution. Ainsi la violence n'était-elle louée par NRE qu'en tant qu'arme à utiliser contre l'État lorsque se ferait jour la crise révolutionnaire. Avec UR, la violence à l'encontre des militants antifascistes est vantée et la violence raciste est très favorablement présentée dans sa presse. Le champ lexical pour cela utilisé est

celui du nationalisme-révolutionnaire, mais il est déplacé sur une thématique idéologique qui, dans la quête de la structuration hégémonique de l'extrême droite extra-parlementaire, mène UR dans une fuite en avant dans l'idéologie de la guerre ethnique, parcours symboliquement entamé par le tract de fondation assimilant ZOG et Système⁶⁹.

Là aussi, l'évolution est grande depuis le temps où Fabrice Robert distribuait dans les banlieues des tracts négationnistes rédigés en arabe, ou, avec des militants tout à la fois maghrébins et communistes, contre la Guerre du Golfe⁷⁰. À l'époque, les NR considéraient que « des rapprochements/collaborations avec des cercles arabes ou musulmans anti-impérialistes (*a priori* les futurs facteurs de déstabilisation du Système) sont probables et souhaitables. Dans ce cas, on insistera sur un discours ethnodifférencialiste »⁷¹. Toutefois, pour toucher les militants potentiels et orienter leur idéologie, le soin apporté à la contre-culture a été constant de la part d'UR.

Révolution culturelle

UR n'a cessé de clamer que la moitié de son travail politique s'effectuait dans le combat culturel populaire. Si cette perspective s'organise en citant Gramsci et le « gramscisme de droite » néo-droitier, UR paraît plutôt s'inspirer de *Resistance* et de l'histoire du mouvement skinhead⁷².

Personnage-clef de cette politique, musicien et infographiste, Fabrice Robert a obtenu une maîtrise de science politique avec pour sujet d'étude la propagande nationaliste *via* la musique. Il la conclut ainsi : « Internet se présente, à ce titre [pour la diffusion de l'idéal identitaire], comme le vecteur idéal pour la création d'un vaste réseau relationnel dans lequel la musique est partie prenante »⁷³. Il s'agit là d'une déclaration de programme que devait suivre son auteur.

Apparu en Angleterre en 1982, le RAC y est une courroie de transmission du *National Front* au sein de la jeunesse skinhead, puis il s'auto-structure avec *Blood and Honour*, qui en appelle à l'unité skin et est proche de C 18. La thématique centrale est la guerre ethnique et le complot juif mondial de métissage des races.

Proche de l'ex-FANE, se crée en 1986 le premier skinzine politisé, animé par une cellule qui reprend le nom de GNR et en appelle à l'unité skin. En 1987, est fondé Rebelles Européens, d'obédience néo-nazie, qui devient le second label d'Europe et reprend le symbole du *Schwarze Front* d'Otto Strasser (1931) ; cet emblème est ensuite utilisé par Fraction, *Jeune Résistance*, mais aussi par NRE et UR. Le responsable du label milite au FNJ, à TV, puis se lie au PNFE. Intéressé à la scène skin dès 1986, TV n'est pas non plus indifférent au thème de l'unité skin et tente de la réaliser à son avantage, elle aussi en faisant référence à Duprat, avec la fondation des Jeunesses Nationalistes-Révolutionnaires (1987), puis avec son label. En sa première phase, NRE refuse le contact avec le RAC et est le premier mouvement réellement engagé vers l'*indus* et le *black metal*. Elle produit un fanzine « indépendant », *Napalm Rock*, consacré aux musiques « metal » et se penche avec intérêt sur les potentialités politiques du mouvement techno. Ce n'est qu'après son second congrès, changeant sa ligne, que NRE lance *Jeune Résistance* en tant que skinzine. Faut-il voir une conséquence du thème de l'unité skin dans le fait que ce soit dans *Jeune Résistance* et non dans *Resistance !* que fut publié l'Appel des 31 ?

Fraction participe au lancement de la scène RIF (Rock Identitaire Français), un mot qui apparaît en 1997 et est un faux-ami puisque le RIF recouvre la totalité des genres musicaux. L'objectif affiché du RIF, loin de la provocation du RAC, est d'amener de nouvelles personnes aux idées nationalistes, devant être à l'extrême droite ce que des groupes comme les Béruriers noirs ou Zebda sont à l'extrême gauche. Il est en ce sens aussi un moyen « d'ouvrir » l'esprit des nationalistes à la réalité sociale qui les entoure.

UR crée deux labels (Europa Records et Martel en tête) et M. Robert coordonne Bleu-Blanc-Rock, label fondé sur des groupes militants, jouissant d'un matériel de propagande propre. BBR réalise deux opérations emblématiques : la production d'une cassette de RIF vendue dix francs et dotée d'un visuel politique neutre, « vendue à plus de 5 000 exemplaires [...] devant les collèges, les lycées et dans la rue, profitant d'événements tels que la fête de la musique ») et d'un CD « Antimondial », vendu deux euros⁷⁴.

L'autre pan de cette activité est l'importance accordée à Internet. Le site d'UR, dont le webmestre était M. Robert, se voulait au centre de la « galaxie faf » du web. Il comptait près de 60 000 pages visitées par mois au printemps 2002⁷⁵. Il proposait, entre autres, un forum, des chroniques hebdomadaires, des revues de presse thématiques, un imposant annuaire, une mise en ligne d'une partie de la presse NR, des tracts et des textes de Strasser à télécharger, l'actualité d'UR... Pouvait aussi s'y trouver le catalogue de la maison d'éditions de M. Bouchet, les cent-cinq publications pouvant être directement commandées, dont *Programme d'Unité Radicale* et *Unité Radicale, questions et réponses* éditées en janvier 2000, classées en rubriques « Fascisme et nationalisme-révolutionnaire italien », « Fascisme international », « Révolution conservatrice et nationalisme-révolutionnaire français », « National-bolchevisme allemand et Révolution conservatrice », « National-socialisme », « Evola et paganisme » et « Divers ».

L'une des phrases les plus importantes du document préalable à la fondation d'UR est restée lettre morte : elle énonçait que la formation devrait être « une structure de cadres qui impose à ses membres une discipline financière (prélèvement), idéologique et stratégique qui n'est pas discutable »⁷⁶. C'est constamment sur la question du manque de cadres de qualité qu'a butté UR, connaissant là le problème permanent de la mouvance NR depuis son origine. Conformément à une tradition de celle-ci, UR se voulait stratégiquement ferme et tactiquement souple. Ces deux données l'ont menée à concentrer ses efforts métapolitiques et politiques sur la jeunesse raciste à faible capital culturel, afin d'en user au sein du champ de l'extrême droite comme armée de manœuvre au profit des décisions de la direction. Cette conception relevait d'une analyse politique « pertinente », servie par une intense énergie propagandiste, mais a également débouché sur « l'affaire Brunerie ». Elle paraît avoir abouti à une intensification des contradictions internes et à une réduction de l'idéologie et de la stratégie à la tactique. UR, de sa pré-conception en 1989 à sa dissolution en 2002, pose ainsi radicalement le problème de l'histoire des NR : d'une part, l'élément « histoire des idées » et « histoire des mouvements » y est particulièrement tributaire de l'histoire des cadres et de leurs interactions avec les extrêmes droites parlementaires ; d'autre part, les indications initiales sont biaisées, en raison des difficultés qu'elles rencontrent devant un milieu militant et sympathisant qui peine à suivre les impulsions de son encadrement.

Le Banquet, n°19, 2004/1.

1. ATER en histoire contemporaine, Université de Perpignan, Centre de recherches historiques sur les sociétés méditerranéennes (CRHiSM), EA 2984. Il achève sous la direction du professeur Jean-Marcel Goger une thèse consacrée aux Nationalismes-révolutionnaires en Mouvements : Idéologies, propagandes et influences (France, 1962-2002). Il a publié d'autres articles leur idéologie (« L'Invention d'une doxa néo-fasciste », Domitia, octobre 2001, pp. 99-132) et leur vision du monde (« Entre Praxis, mythe et utopie : les Nationalistes-Révolutionnaires et l'Histoire », Colloque Les Usages politiques du passé, 25-26 septembre 2003, disponible sur le site Internet du Centre d'Histoire Sociale du XXe siècle, UMR 8058).
2. TV naît en novembre 1985 du rapprochement du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire avec le GRECE et les ruines du Parti des Forces Nouvelles.
3. C. Bouchet, Troisième voie-Année zéro, 1989 – note interne.
4. Ci après on use des abréviations NR pour Nationaliste-Révolutionnaire et NRE pour Nouvelle Résistance.
5. Lutte du Peuple, février 1992 (LdP est l'organe de NRE).
6. Entretien avec M. Bouchet, 2002.
7. LdP, novembre-décembre 1995.
8. M. Schneider, Lettre ouverte aux cadres et élus du FN, 27 mars 1990.
9. La Lettre de Nouvelle Résistance, janvier 1991 ; il s'agit d'un bulletin interne.
10. Secrétariat Général, Note d'orientation confidentielle, avril 1992.
11. Note d'orientation proposée par le SG de Nouvelle Résistance 1995.
12. C. Bouchet, Lettre ouverte aux cadres de Nouvelle Résistance, 16 août 1996.
13. Parmi la direction, A-Y. Beck est devenu le directeur de la communication de la mairie d'Orange puis participe au comité central du FN de 1997 à 1999, F. Robert (ex-TV) a été élu conseiller municipal FN de La Courneuve. La question du lien avec l'extrême droite parlementaire est d'autant plus fondamentale que seule celle-ci peut offrir un débouché social et donc permettre la stabilisation des NR : « Nous ne garderons nos militants passés les 25/27 ans que si nous leur proposons des débouchés politiques » (La Lettre du réseau, janvier 2000 ; LdR est le bulletin interne de l'UCR puis d'UR).
14. Né en 1984 en Belgique, le PCN était lié jusqu'en 1993 à NRE. Cf. le point de vue et les documents de la nouvelle équipe formée autour de F. Béaur in Nation Europe, octobre-décembre 1996.
15. 3° congrès de Nouvelle Résistance Motion présentée par le secrétariat général de l'organisation, L'Europe combattante, novembre 1996 (bulletin interne de NRE).
16. L'Europe combattante, été 1997.
17. Jeune Résistance est lancé par NRE en 1995. Son responsable en est F. Robert.
18. L'OF est un mouvement pétainiste antisioniste fondé en 1968. Le Parti Nationaliste Français et Européen est né en 1987 d'une scission du Parti Nationaliste Français. Celui-ci naît en 1983 du groupe Militant, mené par d'ex-Waffen SS, qui avait quitté le FN en 1981 ; Militant est resté son organe.
19. LdR, novembre-décembre 1997. A-Y. Beck devient ainsi F. Larsen.
20. MNR Bulletin de liaison, 18 juillet 1985 ; il s'agit du bulletin interne.
21. TV, Compte rendu du Conseil national des 14-15 septembre 1985, document interne.
22. DPS qui chargea UR lors du 1er mai 2000.
23. La violence à l'encontre des antifascistes recouvre un positionnement stratégique triple : a) efficacité par rapport aux sympathisants ; b) utilité devant les extrêmes droites parlementaires ; c) dangerosité envers les manifestants antifascistes.
24. LdR, décembre 2001.
25. Jusqu'à Nouvel ordre, n°1 [5], 2002.
26. MNR, Courrier intérieur, 7 juillet 1980.
27. C. Bouchet, courrier de l'Inspection générale de TV de l'ouest de la France, 24 mars 1988.
28. Note d'information du Secrétariat général, novembre 1989. Le PNFE absorbe les restes de l'ex-FANE en 1994.
29. 3e congrès de Nouvelle Résistance, Motion présentée par le secrétariat général de l'organisation.
30. Militant, 15 mai 2000, 25 mai 2001, 20 juillet 2001.
31. R !, novembre-décembre 2000 ; La Lettre d'Eddy Marsan, mars 2002. Élu FN puis MNR, il a été exclu de celui-ci pour avoir fondé un groupuscule qu'il fit fusionner avec UR.
32. ON s'était présenté comme l'union des nationalistes réalisée en un parti et cette vision fut reprise par les

observateurs soulignant la multiplicité des représentants de groupes et journaux à son meeting fondateur. En fait, l'essentiel de ces groupes était né de la dissolution d'Occident (1968). Duprat écrit plus tard : « Une excellente pratique des relations publiques et des contacts journalistiques assurera le succès "unitaire" du premier grand meeting public d'ON. Il suffit de mettre sur une tribune des gens qui ne représentaient qu'eux-mêmes et qui, en outre, faisaient déjà partie d'ON, pour faire croire que toute l'opposition nationale se regroupait autour du nouveau mouvement » (F. Duprat, Le Néo-fascisme en France en 1973, septembre 1975, pp. 8-9).

33. F. Duprat, Le Manifeste nationaliste-révolutionnaire, novembre 1976 (?), p. 14.

34. R !, septembre-octobre 1997.

35. Il existe diverses versions de ce tract, œuvre de F. Larsen : c'est dire s'il fut amplement diffusé en réfléchissant chaque fois à la cible visée. Certaines versions ajoutent des sigles d'organisations signataires inventées pour l'occasion. « ZOG » (Zionist Occupation Government) est un terme néo-nazi désignant le gouvernement aux mains des Juifs qui visent ainsi à détruire la race blanche par le métissage. Le « Système » est une expression introduite en France lors du combat Algérie française et ensuite utilisée par les NR. Elle se rattache à la dénonciation du Systemzeit de Weimar par l'extrême droite allemande. Le terme de « Big Brother » est plutôt utilisé par les royalistes et les frontistes. Celui de « mondialisme » apparaît dès décembre 1968 dans la presse NR raciale, produite par un mouvement qu'UR classait parmi ses ancêtres.

36. LdR, septembre-octobre 1997.

37. Le site web abandonne la croix celtique au printemps 2002, M. Robert estimant qu'UR a fait le plein du type de militants attiré par elle et qu'elle constitue un frein pour les nouvelles avancées.

38. L'estimation de l'ampleur du halo nous paraît haute ; avec le recul, M. Bouchet considère qu'il devait s'élever à 500-600 personnes sur une mouvance nationaliste estimée à 3 000 personnes (e-mail, avril 2003). La mailing list, créée en janvier 2000 et opérationnelle jusqu'en septembre 2002, comptait à cette date 1 171 abonnés.

39. Réflexions sur le développement d'UR, document interne, été 1998 (?) ; LdR, janvier-février 1999. Seules les pro-Mégret participent en fait à ce FJ.

40. P. Schleiter, responsable Jeunes du MNR, dans Le Nouvel observateur, 25-31 juillet 2002.

41. LdR, octobre 2000.

42. R !, septembre-octobre 1998.

43. LdR, septembre-octobre 1997.

44. LdR, novembre-décembre 1998, janvier-février 1999, mars-avril 1999.

45. R !, septembre-octobre 2000.

46. Rencontre entre Ch. Bouchet et B. Mégret le 1er février 2002 ; il s'agit du document préparatoire à l'entrevue.

47. LdR, février 2002.

48. UR, Communiqué 72, 21 avril 2002. Les postes de porte-parole avaient été créés en février 2002 ; à la même période, le SG perd l'exclusivité de la signature des éditoriaux du site et fonde sa propre mailing-list.

49. LdR, septembre-octobre 1997.

50. LdR, juin 2002. UR avait un temps envisagé de mettre en place ses propres listes électorales afin de pouvoir bénéficier de la loi sur le financement des partis politiques.

51. LdR, septembre-octobre 1997 ; Réflexions sur le développement d'UR, ibid.

52. LdR, mars-avril 1998, septembre 1999.

53. LdR, février 2000, juin 2000. UR continue ensuite à fêter le solstice à Montségur sans doute car cela permet de se positionner par rapport à TP et parce que, dès l'origine, le mouvement souhaitait offrir « une contre-culture politique et existentielle aux nationalistes non calotins ». Il s'agit de fournir à ses militants « une vue du monde globale qui intègre notre passé [...] nos loisirs [...] notre conception du temps » (L'Europe combattante, été 1997 ; « vue du monde » est la traduction provenant de la Nouvelle droite de Weltanschauung).

54. UR lance un Comité Europe-Palestine chargé d'effectuer une propagande uniquement tournée vers les milieux nationalistes. Divers intervenants sur le forum d'UR fréquentaient aussi le forum sioniste d'extrême droite SOS Racailles.

55. G. Faye, La Colonisation de l'Europe, L'Encre, Paris, 2000. Jeune Résistance, hiver 2001, printemps 2001. « Islam hors d'Europe » est aussi un slogan du MNJ, de même qu'UR partage avec lui le slogan « Ni mosquées, ni Mac Do ».

56. Motions administratives adoptées par le Conseil national de Bourges d'UR.

57. Le thème de « l'identité » a été apporté par l'extrême droite allemande des années 70. NR et Völkischen français lui reprirent le distinguo entre identité et aliénation. M. Mégret reprit ses positions en considérant que le combat idéologique était entre partisans du cosmopolitisme et de l'identité « liée au sang ». L'éristique identitaire peut ainsi moderniser l'idée völkisch.

58. C'est clairement la perspective donnée par les cadres du mouvement interviewés dans C. Bouchet, Les Nouveaux nationalistes, Paris, Déterna, 2001 (ce titre place ainsi UR dans la lignée de Jünger) ; l'organisation produit un autocollant « Si Mouloud est français... moi, je suis Breton ! », un autre proclame : « Mouloud touche pas à ma race... les Françaises aux Français ! ».

59. R !, novembre-décembre 1998.

60. Jeune Résistance, printemps 2000.
61. Cf. l'interview de M. Luyt dans C. Bouchet, idem, pp.137-152. Il collabore à UR dès 2000.
62. Paris, Flammarion, 1999.
63. LdR, janvier 2000 ; R !, septembre-octobre 1999, février-mars 2002. Certains GB diffusent des documents beaucoup plus extrémistes non signés par UR pour des raisons légales (et UR a fourni à ses militants des tracts antisémites non signés).
64. UR a ardemment défendu trois de ses militants nancéens condamnés en 2001 pour avoir scandé en une manifestation « Terroristes à mort, immigrés dehors ». Le mouvement n'a surtout pas noté en sa défense que ce slogan est une reprise d'une chanson du groupe rock Légion 88 (« Heil Hitler ») lié au PNFE.
65. Cf. J-Y Camus, « Les Skinheads : une contre-culture néo-nazie », La Pensée, octobre-décembre 1995, pp. 127-138. M. Brunerie signa son post annonçant son attentat de « Death to ZOG, 88 ! » sur le site web Skrewdriver (du nom du groupe fondateur du Rock Against Communism, dit RAC) lié à C 18.
66. Détruire les messages archivés du forum fut le premier acte d'UR après le 14 juillet 2002. M. Robert envisageait peu auparavant qu'un groupe de militants anime le forum afin d'y améliorer réflexions et références. Signe des préoccupations : en interrogeant au 13 mars 2002 le moteur de recherche interne au forum, celui-ci proposait 143 posts pour le mot « sioniste », 114 pour « racaille » (terme désignant les Français d'origine arabe vivant dans les banlieues), 108 pour « gauchiste », contre 66 pour « révolution ». Le glissement idéologique paraît ainsi confirmé. Plus déconcertant est l'effet induit de la propagande du MNR, menant un certain nombre de forumistes à se revendiquer « républicains ».
67. R !, mai-juin 1998.
68. La trésorerie connaît un déficit chronique, et début 2000, est en quasi-faillite. Un appel de fonds est fait pour 50 000 francs, mais n'en apporte que 10 000.
69. Jeune Résistance dès mars 1997 demandait de se procurer des armes dans la perspective de la « guerre ethnique ». Il semblerait que la direction d'UR ait misé sur l'idée qu'une socialisation de la violence raciste, reconnue par le verbe, devait permettre de mener sa cible militante à l'action politique, et aboutirait ainsi à neutraliser sa violence pratique. Il résulte dès lors un réel questionnement sur le rapport entre doxa et praxis nationalistes.
70. Entretien avec F. Robert, 2002.
71. C. Bouchet, Circulaire SG /91/1, 4 février 1991.
72. Les skins nationalistes se caractérisent par le racisme et une conscience de classe prolétarienne.
73. F. Robert, La Diffusion de l'idéal identitaire européen à travers la musique contemporaine, maîtrise de sciences politiques, Université de Nice-Sophia Antipolis, 1996, pp. 127-128.
74. Cf. le site Internet du label.
75. Réflexions sur le développement d'UR, ibid. F. Robert, éditorial du site, 1er avril 2002.
76. 3e congrès de Nouvelle Résistance, Motion présentée par le secrétariat général de l'organisation.